



L'avenir énergétique de l'Europe ne doit pas s'écrire demain en *русский* ou en 中国, et le climat comme les infrastructures bas carbone doivent être au cœur du projet européen

Après les dernières élections européennes, la CFE Énergies demande au Gouvernement de se saisir des discussions engagées dans le cadre du mercato des institutions européennes pour placer climat, souveraineté énergétique européenne, politique industrielle et ambition sociale au cœur du projet de la prochaine Commission européenne.

S'inscrivant dans la vision de la Fédération européenne des services publics EPSU qui vient de tenir son congrès à Dublin, la CFE Énergies défend la priorité qui doit être donnée au financement des infrastructures bas carbone et à la régulation qui le permet. Dans cette perspective, elle milite pour la reconnaissance de l'énergie nucléaire comme un des socles de la réponse de l'Europe à l'urgence climatique, aux côtés des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Si les élections européennes de mai 2019 sont marquées par la recomposition des forces politiques au sein du Parlement européen, c'est surtout un message clair que les citoyens viennent d'envoyer à leurs dirigeants, en complément de la mobilisation citoyenne à l'œuvre depuis plusieurs mois. Alors que les émissions mondiales de CO₂ ont connu en 2018 une troisième année de hausse consécutive, la réponse sans concession et sans idéologie à l'urgence climatique doit être la priorité du projet du nouvel exécutif européen !

C'est ce message que la CFE Énergies avait adressé dès le mois d'avril aux futurs députés européens. L'énergie est au cœur du défi climatique, l'énergie bas carbone doit donc être au cœur du projet européen. Pour y parvenir, les décideurs européens doivent plus que jamais favoriser l'investissement massif dans les infrastructures et les technologies bas carbone. Ils doivent aussi marier la transition climatique à l'impératif de politique industrielle et de justice sociale. Car sans leadership industriel et sans adhésion ni association des citoyens et des salariés, il n'y aura pas de transition bas carbone juste et donc réussie.

Pour la CFE Énergies, l'impératif climatique impose surtout une révolution copernicienne du logiciel européen. La concurrence, érigée par idéologie comme une fin en soi depuis plus de vingt ans, a réduit l'Europe de l'énergie à un marché intérieur incapable d'intégrer les enjeux de long terme. Il est aujourd'hui essentiel de donner la priorité à la régulation et à l'intervention publiques pour que la transition bas carbone de l'Europe soit guidée par l'intérêt général, la défense des biens communs et les enjeux de long terme. Car c'est là la condition de son succès !

.../...



Qui dit régulation bas carbone dit aussi mise en place d'un prix du carbone associé à une taxe carbone aux frontières de l'Europe pour éviter que les efforts de décarbonation de l'Europe soient annulés par les importations de produits dont le bilan carbone est négatif ou pénalisent les industries européennes face à leurs concurrents mondiaux. A l'heure des « *green new deal* » promus un peu partout dans le monde, c'est bien la puissance publique qui doit prendre les commandes de la transition bas carbone. Celle-ci sera dirigée ou ne sera pas !

Ce message en faveur du retour du service public et de l'intérêt général au centre d'un secteur énergétique qui se trouve au cœur du combat climatique, la Fédération européenne des services publics EPSU a décidé lors de son congrès qui s'est tenu à Dublin du 4 au 7 juin de le faire sien, et ce à l'initiative de la CFE Energies et d'autres syndicats français de l'énergie.

Dans ce combat pour le climat, la CFE Énergies salue le nombre croissant d'Etats-Membres, y compris l'Allemagne, qui soutiennent l'objectif de neutralité carbone en 2050, mais aussi la Commission européenne comme tous ceux qui reconnaissent que l'Europe ne réussira pas ses objectifs climatiques sans recours à l'énergie électronucléaire.

Pour la CFE Énergies, la transition bas carbone doit passer en priorité par la baisse des consommations énergétiques et un transfert des usages du pétrole vers l'électricité et le gaz. En tant que technologie bas carbone fournissant une électricité décarbonée, l'énergie nucléaire a donc toute sa place dans le mix énergétique européen. L'Agence Internationale de l'Energie ne dit pas autre chose en considérant que le nucléaire est indispensable pour relever le défi climatique.

A l'unisson des voix de plus en plus nombreuses qui appellent à une véritable politique européenne de soutien aux filières industrielles et donc à une réelle stratégie industrielle de l'Europe, la CFE Énergies considère que l'enjeu des prochaines années, c'est de créer les conditions, par une régulation et un financement adaptés, d'un investissement massif dans les différentes infrastructures bas carbone, nucléaire compris... à condition qu'elles fassent appel aux technologies européennes. Car il n'y a pas de souveraineté, qu'elle soit politique, énergétique ou technologique, s'il n'y a pas de stratégie industrielle !

Au-delà de relever le défi climatique, la CFE Énergies est persuadée que pérenniser la filière nucléaire européenne, c'est préserver à la fois la compétitivité énergétique dont l'industrie européenne bénéficie aujourd'hui mais aussi les emplois industriels de très nombreux salariés européens. C'est aussi par une véritable politique industrielle européenne dans le domaine nucléaire que l'on évitera que l'avenir du nucléaire en Europe s'écrive en chinois ou en russe !

Parce que désormais en Europe, projet politique doit rimer avec défi climatique, ce sont l'ensemble des technologies européennes de la transition bas carbone qui doivent être soutenues par le biais d'une régulation qui favorise l'investissement industriel. Le nucléaire a toute sa place dans cette stratégie. C'est cette conviction que la CFE Énergies défendra dans les prochaines semaines auprès des décideurs européens.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com